

Olli Rehn, le vrai patron de Hollande

4 April 2013

Le Point

Copyright 2013 Le Point

Ce Finlandais libéral surveille, au nom de Bruxelles, les finances de la France. Par chance, il nous aime bien...

Euro :

Mercredi 20 mars, 19 heures. La crise chypriote plonge toute la zone euro dans l'inconnu. La tension est au maximum. « La situation risque de devenir incontrôlable », s'inquiète un négociateur. Il en faut plus pour troubler Olli Rehn. Le vice-président de la Commission européenne chargé de l'euro est un habitué des crises, avec leur lot de négociations, de contrôles et de sanctions. C'est lui qui surveille les copies budgétaires des Etats membres de l'euro, lui qui a le pouvoir de retoquer ou de corriger le budget de François Hollande. Il vient de s'entretenir avec Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe. Comme dans l'oeil du cyclone, le calme règne dans le grand bureau de ce quinquagénaire à l'air lisse. Récemment, les services de la Commission ont actualisé les photos de son site. « La crise l'a fait vieillir », justifie-t-on. « C'est vrai que j'ai bien peu de temps libre », sourit l'intéressé, qui reconnaît « avoir pris quelques bleus à l'âme ». Ceux qui ne le connaissent que par ses interventions en public ont l'image d'un homme ennuyeux, au phrasé haché de Robocop. Mais en privé Olli Rehn montre un autre visage, disert et souriant.

Détendu malgré la gravité de la situation, il prend le temps de raconter au Point son amour du football - il fut président de la ligue finlandaise en 1996 et 1997. « Mon match du samedi en tant qu'attaquant avec l'équipe du Finland United est sacré, affirme l'homme en costume-cravate qui se rêvait professionnel jusqu'à l'âge de 8 ans. C'est alors que j'ai dû porter des lunettes. Aucun champion n'en avait. Je me suis dit que c'était fichu pour moi. »

Geek :

Intarissable sur le ballon rond, Olli Rehn est aussi amateur de rock des années 60 et 70. Branchez-le musique et il vous racontera comment, au Kremlin, il réussit un jour à citer dans une même phrase des extraits de Led Zeppelin et de Deep Purple, ainsi qu'à parler de sa passion pour Neil Young et les Rolling Stones.

Difficile d'imaginer cet homme au débit lent, qui personnifie aux yeux de tant d'Européens l'austérité et la rigueur budgétaire, en train de s'éclater sur « Satisfaction » poussé à fond dans sa maison bruxelloise, en lisière de la forêt de Soignes, entre une épouse journaliste et écrivain et une ado de 13 ans. Et pourtant ! Olli Rehn a quelque chose de Lionel Jospin. Le genre « austère qui se marre »...

Demandez à tous ceux qui le côtoient régulièrement ce qu'ils pensent de lui. Ils vous répondront, unanimes : courtois, à l'écoute, patient, direct sans être amical, mais en même temps réservé, pointilleux. « Le meilleur qualificatif, c'est résilient. Il a la force tranquille », dit de lui son collègue Michel Barnier, qui le pratique depuis longtemps. « Il est loyal, honnête et droit. Il est humain. On a de la chance de l'avoir », affirme l'eurodéputée MoDem **Sylvie Goulard**, experte de l'euro, qui le passe régulièrement au grill lors des auditions de la Commission économique et monétaire du Parlement, que Rehn ne rate jamais. « Il est drôle... pour un Nordique », ironise un journaliste finlandais.

Rehn est un geek : jamais sans ma tablette ! « Au conseil Ecofin, il siège à côté de Barnier. Pendant que le commissaire français griffonne des notes et parle avec ses conseillers, Rehn leur envoie des mails. Même quand ils sont 2 mètres derrière », s'amuse un témoin. « Juncker et Trichet ayant quitté l'Eurogroupe, il en est le vétéran. Depuis le début de la crise, il sait qu'une réunion des grands argentiers de la zone euro dure souvent jusqu'au bout de la nuit : match, prolongation et pénaltys. Ça tombe bien : il a une patience infinie », confie un collaborateur. Une qualité qui n'est pas partagée par tous : l'Allemand Schäuble est réputé pour ses colères et ses sautes d'humeur. « Olli est subtil et plein d'humour, c'est un libéral à la fibre sociale », juge Pierre Moscovici.

Une chance pour la France, le couple Mosco-Rehn fonctionne en harmonie ! Certains y voient l'une des raisons de l'indulgence de la Commission vis-à-vis d'une France qui peine à rentrer dans les clous de Maastricht. Une explication un peu trop simple pour le gardien de l'euro, qui reconnaît tout de même : « On peut parler d'une confiance mutuelle. La Finlande et la France ont toutes les deux perdu des parts de compétitivité dans la mondialisation. Leur situation est préoccupante, mais pas du tout sans espoir. Je crois en la volonté du gouvernement français de faire les réformes nécessaires pour l'emploi. »

Précision d'un proche collaborateur : « On apprécie le changement d'attitude du gouvernement Ayrault, qui ne passe pas son temps à casser du sucre sur notre dos. La France joue enfin le jeu de la coordination budgétaire avec la zone euro, décidée entre autres par Sarko, qui, lui, ne nous respectait pas. » Parallèlement, Paris maintient le cap de l'assainissement budgétaire en réduisant son déficit structurel, celui qui est déconnecté de la conjoncture. « La France veut le faire à sa façon et on la respecte, car on voit que ça avance. Mais attention : les accords comme celui sur la flexibilité du travail doivent être concrétisés dans des textes législatifs au printemps », prévient-il.

Sans accident de parcours, François Hollande obtiendra donc d'Olli Rehn un répit d'un an, jusqu'en 2014, pour ramener le déficit nominal « nettement » sous la barre des 3 %. A condition toutefois d'avoir le feu vert de ses partenaires de l'Eurogroupe : « Nous attendons une franche explication, avec à la clé la liste des réformes structurelles à mener », lance Jeroen Dijsselbloem. « Paris a intérêt à viser en dessous de 2,8 % et à ne pas se rater », analyse un expert. Alors, pour avancer, les deux hommes se voient souvent en tête-à-tête, même si, contrairement à la tradition finlandaise, Rehn n'a pas encore amené le patron de Bercy au sauna. « Mais je suis prêt à tous les sacrifices pour la France », plaisante Pierre Moscovici.

Selon le ministre français, son « ami Rehn est un pragmatique efficace ». **Sylvie Goulard** est du même avis : « J'étais à Londres avec lui. Il a passé du temps à expliquer comment la Commission cherche la voie moyenne entre rigueur et flexibilité. » « L'an dernier, il a été surpris par une chute de la croissance qu'il n'avait pas anticipée. Ça a été un signal d'alerte. Il a dit à ses experts : sortez du débat idéologique et donnez-moi des éléments de réflexion », confirme son entourage.

Olli Rehn n'est pas le seul maître à bord du navire euro. Malgré son inexpérience et ses difficultés à diriger l'Eurogroupe, comme le prouve sa gestion de la crise chypriote, le ministre néerlandais des Finances lui piquerait bien sa casquette de capitaine. Et le vieux loup de mer Wolfgang Schäuble le garde à l'oeil. Ce sont eux, les vrais « pères la rigueur », clame l'équipe rapprochée. Sous l'impulsion de l'Allemagne, notamment, la Commission a été dotée de pouvoirs forts sur les budgets des pays de la monnaie unique. Las ! « On veut faire de nous la pierre angulaire du contrôle budgétaire, mais en même temps on ne perd pas une occasion de nous taper dessus. Il faudrait jouer un peu plus collectif. »

Olli Rehn a passé quinze ans à Bruxelles. La Finlande lui manque, mais les attaques dont il fait l'objet de la part du parti populiste Vrais Finlandais rendent difficile un retour vers la politique nationale, estime un observateur finlandais. L'avenir ? Certains le voient devenir le Premier superministre de l'euro, un poste qu'Angela Merkel rêve de créer. « Pour l'instant, je me concentre sur ce job très difficile, mais qui vaut le coup, de commissaire à l'euro. La gouvernance commune de l'euro fait tout de même des progrès. Il faut aller jusqu'au bout. » En attendant, « ma femme me reproche de passer plus de temps avec Christine Lagarde, chef du FMI, qu'avec elle ». Alors, cet été, le commissaire à l'euro glissera un CD des Talking Heads dans le lecteur de la voiture, en route en famille pour Saint-Emilion, où il a ses habitudes d'amateur de bordeaux.

Comment Bruxelles contrôle nos comptes

Les services de Bercy sont sous pression. Mi-avril, le gouvernement doit présenter à Bruxelles son programme de finances publiques pour les trois années à venir. Parallèlement, Paris va détailler les réformes structurelles qu'il compte mener : retraites, assouplissement du marché du travail, ouverture à plus de concurrence de trois secteurs clés (l'énergie, les transports et le ferroviaire). Des étapes centrales du processus européen de surveillance budgétaire. Depuis 1997, la France s'est engagée à limiter son déficit à 3 % du PIB. Une limite non respectée depuis la crise de 2008 et qu'elle ne tiendra pas plus en 2013 en dépit du tableau de marche promis initialement à Bruxelles. Ce ne sera pas le cas en 2013, une nouvelle fois, contrairement aux engagements initiaux...

La Commission devrait accorder en mai un délai d'une année supplémentaire à Paris pour revenir dans les clous budgétaires. Auparavant, elle étudiera les engagements français, établira ses propres prévisions de croissance pour 2014 et prendra connaissance des chiffres définitifs du déficit 2012, qui devrait être plus élevé que les 4,5 % promis. Il reviendra alors aux Etats membres de la zone euro, d'ici à juillet, de valider ce délai puis de définir précisément les objectifs de déficit non seulement pour 2013, mais aussi pour 2014, attendus « nettement en dessous des 3 % », indique-t-on à Bruxelles.

La menace de sanctions en cas de renoncement est désormais plus réelle que par le passé : les petits arrangements entre amis pour bloquer une amende, comme quand Paris et Berlin s'étaient alliés en 2003, ont été rendus plus difficiles. La note peut se révéler salée : entre 0,2 et 0,5 % du PIB du pays, soit entre 4 et 10 milliards d'euros pour la France. Un procédé qui a déjà servi pour condamner le Portugal, alors dirigé par... José Manuel Barroso, le président de la Commission.

A l'automne, la Commission pourra exercer un nouveau pouvoir : un droit de regard sur le budget 2014 juste après sa présentation au conseil des ministres et après l'adoption d'amendements parlementaires. Bruxelles pourra alors lancer un nouveau rappel à l'ordre si le texte ne respecte pas les engagements français. Un dernier avertissement avant la sanction.

Clément Lacombe et Marc Vignaud

Repères Olli Rehn

1982/1996 Etudes de journalisme et d'économie aux Etats-Unis et à Oxford.

1996 Vice-président du Mouvement européen de Finlande.

2003 Conseiller pour l'économie du Premier ministre de Finlande Matti Vanhanen.

2004/2013 Successivement commissaire européen aux Entreprises, à l'Elargissement, aux Affaires économiques et monétaire et à l'Euro.